

[Texte]

[Traduction]

• 2005

Mr. Blenkarn: That's because it used to be one organization.

Mrs. Finestone: They had a divorce, Don. They went to you, or maybe someone like you, for a divorce.

Mr. Blenkarn: They used to be married, though.

Mrs. Finestone: They used to be married but they're married no longer.

The Chairman: Let's focus our minds on the testimony of the officials.

Mr. Blenkarn: To answer one of Simon's concerns about External Affairs, External Affairs polices all our external posts, and if you've got an immigration problem, immigration people are subject to the whims of the ambassador or head of mission over there, but they work through the Department of Manpower and Immigration.

Mr. de Jong: But the council isn't a government department.

Mr. Blenkarn: It may not be a department either—

Mr. de Jong: It's supposed to be a non-profit organization.

Mr. Blenkarn: —but nonetheless there is no reason why that wouldn't be the same arrangement.

Mr. McCreath: CIDA is the same.

Mr. Blenkarn: CIDA is the same way. CIDA also works for External Affairs. Everything we do in the external post is conducted under the auspices of the embassy. This would be the same type of thing. I suspect there will be a billing, that's all.

I am wondering what you hope to say about Veterans Affairs. You're changing the administration of Veterans Affairs. You never made any savings on that. You're winding up the Veterans Land Act. Is there not a substantial saving there?

Mr. Patriquin: Mr. Blenkarn, my understanding on the veterans land administration is that this is a program that is wound down to a certain level. The change from a formal veterans land administration to an ongoing administration within the Department of Veterans Affairs is essentially a nominal organizational change, and there would not be a significant change in the manpower that is devoted to that.

Mr. Blenkarn: Don't you get rid of a director?

Mr. Patriquin: Yes, that's correct. The director's title does transfer. As long as there's a program there—

Mr. Blenkarn: I realize that, but—

Mr. Patriquin: —there will be a director de facto of the program.

Mr. Blenkarn: How rapidly will that program be eliminated by the payment out of moneys due to the government for the sale of land? That program has got to be just about paid out by now, doesn't it?

Mr. Patriquin: The last loans, Mr. Chairman, are due to mature in the year 2008. Some of them may well be repaid before that. As of April 1, 1992, the total number of accounts was still 10,603, with an outstanding balance of \$47 million, so it's very much a declining portfolio.

M. Blenkarn: C'est parce qu'ils ne constituaient auparavant qu'une seule organisation.

Mme Finestone: Mais ils ont divorcé, Don. Ils se sont adressés à vous, ou à quelqu'un comme vous, pour obtenir un divorce.

M. Blenkarn: Ils ont donc déjà été mariés.

Mme Finestone: En effet, mais ils ne le sont plus.

Le président: Concentrons-nous sur le témoignage des fonctionnaires.

M. Blenkarn: En réponse à l'une des préoccupations de Simon concernant les Affaires extérieures, je dirai que c'est ce ministère qui supervise tous nos postes à l'étranger. Ainsi, s'il y a un problème d'immigration, les responsables de l'immigration sont assujettis aux caprices de l'ambassadeur ou du chef de la mission, même s'ils relèvent du ministère de l'Emploi et de l'Immigration.

M. de Jong: Mais le conseil n'est pas un ministère.

M. Blenkarn: Peut-être pas, mais. . .

M. de Jong: Il est censé être un organisme à but non lucratif.

M. Blenkarn: . . . il n'y a rien qui empêcherait un arrangement semblable.

M. McCreath: C'est le cas de l'ACDI.

M. Blenkarn: Exactement. L'ACDI aussi travaille pour le ministère des Affaires extérieures. Toutes les activités dans les postes à l'étranger se déroulent sous l'égide de l'ambassade. Ce serait la même chose. Il y aurait peut-être facturation, mais ce serait tout.

J'aimerais entendre ce que vous avez à nous dire sur les Affaires des anciens combattants. Vous modifiez l'administration des Affaires des anciens combattants. Or, vous n'avez jamais réalisé d'économies à cet égard. Vous comptez éliminer l'Office de l'établissement agricole des anciens combattants. Réaliserez-vous ainsi des économies substantielles?

M. Patriquin: Monsieur Blenkarn, selon mes informations, le Programme des terres destinées aux anciens combattants est déjà ralenti. La transformation de l'ancien Office de l'établissement agricole des anciens combattants en une section du ministère des Affaires des anciens combattants est essentiellement un changement organisationnel de nom qui n'entraînera pas de réduction importante du personnel qui y est affecté.

M. Blenkarn: N'éliminez-vous pas le directeur?

M. Patriquin: En effet. Le titre de directeur est éliminé, mais tant que le programme existera. . .

M. Blenkarn: Je comprends, mais. . .

M. Patriquin: . . . il sera de fait dirigé par un directeur.

M. Blenkarn: Le programme devrait disparaître lorsque les dernières sommes dues au gouvernement pour la vente des terres auront été versées. Quand cela se produira-t-il? Les derniers versements ne se feront-ils pas sous peu?

M. Patriquin: Les derniers prêts, monsieur le président, seront échus en l'an 2008. Certains seront peut-être remboursés d'avance. Au 1^{er} avril 1992, il y avait encore 10 603 comptes représentant un solde impayé de 47 millions de dollars; c'est donc un portefeuille en déclin.